**Monsieur Andrés Manuel López Obrador**
Président des États-Unis mexicains
Palacio Nacional, edificio 10, planta baja

Centro, Cuauhtémoc

CP 06060, Ciudad de México

MEXIQUE

**[Partie à remplir par l’expéditeur]**

**Nom :**

**Prénom :**

**Objet : Préoccupation concernant les agressions physiques subies par Kenia Hernández**

Monsieur le Président,

À la suite d’informations reçues par l’ACAT-France, je tiens à vous exprimer mes vives préoccupations concernant les agressions physiques subies par Kenia Inés Hernández Montalván au Centre Pénitentiaire de Réinsertion Sociale Sergio García Ramírez à Ecatepec le 30 mai 2024.

Madame Hernández Montalván, défenseure des droits humains de longue date au Mexique, a été arbitrairement détenue et condamnée à 21 ans et 9 mois de prison pour le crime de « vol avec violence ». Des éléments de preuve indiquent qu’au moment des faits, elle se trouvait à 600 kilomètres du lieu du crime présumé. Cependant, la collusion entre intérêts publics et privés dans la criminalisation de la protestation sociale, visant à favoriser les affaires des entreprises et des concessionnaires de travaux publics, maintient Kenia Hernández en prison.

En outre, Madame Hernández Montalván est poursuivie dans au moins neuf autres affaires au niveau fédéral, accusée du crime présumé d’« attaques aux voies de communication », conséquence d'un harcèlement judiciaire orchestré par son plaignant, Caminos y Puentes Federales (CAPUFE).

Après trois ans de détention au centre pénitentiaire CEFERESO 16 à Morelos, Madame Hernández Montalván a été transférée en février 2024 au CPRS Sergio García Ramírez à Ecatepec, l'État de México. Depuis son arrivée, elle s'est mobilisée pour améliorer les conditions de détention des femmes incarcérées dans cet établissement. C'est pourquoi, le 30 mai, elle a été victime d'une agression physique perpétrée par une autre détenue, avec la complicité du personnel de sécurité, en représailles à ses activités de défense au sein de l'établissement. Les menaces et agressions dont elle a été l'objet font suite à ses dénonciations des violations des droits humains à son encontre et celles de ses compagnes.

Face à cette situation alarmante, j’en appelle aux autorités mexicaines de tous niveaux pour garantir la vie et l'intégrité personnelle de cette défenseure, ainsi que pour trouver des solutions juridiques afin de garantir sa libération rapide.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

**Copie conforme envoyée à : Ambassade du Mexique en France**, Ambassadrice du Mexique, 9 rue Longchamp, 75116, Paris, France, derechoshumanosfra@sre.gob.mx